

# Histoire

Saint-Egrève en quelques repères historiques...

## Quelques repères historiques

Depuis l'an 1000, un château appartenant aux ancêtres des Dauphins existe à Cornillon. Ces seigneurs, originaires du Grésivaudan, se libèrent du royaume de Bourgogne et se donnent le titre de «Contes et Princes de la Province de Grenoble». Un des descendants, Guigues le Gras, fondera le Prieuré de Saint-Robert vers 1070 (sur le site actuel du centre hospitalier), élément décisif dans la construction du village de Saint-Égrève. Durant le haut Moyen-Age, la plupart des paysans sont serfs du Prieuré qui dépend des Dauphins puis des Rois de France mais également du Pape pour des questions spirituelles. Le Prieuré mènera ainsi, des luttes serrées avec les évêques de Grenoble ou les curés de Saint-Égrève dont l'église fut dotée d'une relique du martyr Saint-Agripanus, origine, semble-t-il, du nom de Saint-Égrève. Au début du XIIIe siècle, des propriétés rurales apparaissent. La population se concentre dans les quartiers de La Monta et le long de la route de Lyon, la partie basse de la ville étant, alors, en proie aux inondations (il faudra attendre 1786 pour la construction d'une digue). Le XIXe est marqué, quant à lui, par l'apparition des maisons individuelles (à partir de 1870) le long des axes routiers et dans les quartiers Les Moutonnées et Champaviotte.

## Saint-Égrève et la Seconde Guerre Mondiale

L'Isère en Résistance, c'est d'abord une ville : Grenoble «capitale des maquis». Saint-Égrève s'organise dans cette mouvance grenobloise et devient un point de jonction entre Grenoble, Voreppe, Voiron ou encore Rives. La diversité de son paysage fait aussi de Saint-Égrève, un site privilégié pour les premiers camps de maquisards. Organisation de combattants, opérations de sabotage, diffusion de tracts clandestins... Dès 1941, la Résistance est en marche et ne cesse de s'intensifier. De janvier 1944 au 18 août 1944, plus de 120 opérations seront effectuées par le 3e Bataillon FTPF-FFI de Chartreuse qui rassemble des hommes de Saint-Égrève, Saint-Martin-Le-Vinoux et Grenoble. Aujourd'hui, une stèle érigée au carrefour des routes de Quaix et Proveysieux, rend hommage à tous ces combattants de l'ombre. De nombreuses rues portent le nom de ces héros.

## Des années 50 à nos jours

L'urbanisation de Saint-Egrève a été progressive et connaît une croissance urbaine forte après la 2e Guerre mondiale. Dans les années 50 apparaissent ici et là les premiers immeubles d'habitat collectif. Puis les années 60-70 voient l'émergence des quartiers de Barnave et Prédieu avec leur habitat mixte constitué de maisons et d'immeubles. Les années 80-90 verront la réalisation des quartiers de Fiancey et de Rochepleine. Aujourd'hui, Saint-Egrève est une ville qui a trouvé un équilibre harmonieux entre son cadre de vie privilégié, ses nombreux espaces verts et un développement urbain raisonné. L'objectif que s'est fixé la Municipalité est de maintenir la vie de quartiers à laquelle les Saint-Egrévois sont attachés tout en renforçant le rôle de Saint-Egrève au sein de l'agglomération grenobloise.

## Un illustre Saint-Egrévois : Antoine Barnave (1761-1793)

Né à Grenoble en 1761, Antoine Barnave a passé ses années d'enfance à la maison familiale de Saint-Robert à Saint-Egrève.

Avocat dauphinois, il est avec Mounier, l'un des dirigeants de la Révolution Dauphinoise de 1788 et, grâce à son argumentation et à ses connaissances, le meilleur orateur des Etats Généraux et de la Constituante dont il fut Président en octobre 1790. Bien que farouche partisan de la Révolution, Barnave rêve d'une Constitution qui allierait Royauté et Révolution pour créer une Monarchie équilibrée par la représentation nationale.

Le 15 juillet 1791, dans son discours considéré comme l'un des sommets de l'art parlementaire, il proclame qu'il faut terminer la Révolution. Son effort se concrétise par un vote d'absolution en faveur de Louis XVI à qui il conseille d'adhérer à la Constitution.

N'étant pas éligible à l'assemblée législative, il se retire dans le Dauphiné dans sa demeure familiale. Le 19 août 1792, il est arrêté en pleine nuit à Saint-Robert sur décret d'accusation de la Législative. Condamné à mort par le Tribunal Révolutionnaire, il est guillotiné le 29 novembre 1793 en place publique.

